

## Les parents responsables ou garants ?

En 1804, le principe général de responsabilité délictuelle énoncé à l'article 1382 du Code civil est apparu aux yeux des codificateurs inadaptés aux dommages causés par les mineurs et source d'insécurité juridique pour les victimes de tels préjudices, leur indemnisation apparaissant incertaine. Les rédacteurs ont donc jugé nécessaire de créer un régime spécial de responsabilité des parents du fait de leurs enfants, inclus dans la catégorie de la responsabilité du fait d'autrui et énoncé à l'article 1384 du Code civil. Dans ses quatrième et septième alinéas, l'article 1384 dispose ainsi que « le père et la mère, en tant qu'ils exercent « l'autorité parentale », sont solidairement responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitants avec eux », à moins qu'ils « ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité ».

Les alinéas 4 et 7 de l'article 1384 n'ont certes pas été l'objet de profondes modifications, mais un renversement important du principe de la responsabilité des parents du fait de leurs enfants a pourtant été opéré par la Cour de cassation depuis les années 1980, s'inscrivant dans une tendance plus générale d'un intérêt accru porté à l'indemnisation des victimes.

Ainsi, la jurisprudence a fortement accentué dans les deux dernières décennies le principe de responsabilité des parents du fait de leurs enfants, en en faisant un régime autonome et objectif, le détachant de la notion même de faute.

Toutefois, cette évolution, consacrée par des arrêts d'Assemblée plénière de décembre 2002, n'a pas été source d'une approbation uniforme au sein de la doctrine et a au contraire généré de nombreuses critiques.

La grande question qui a pu se poser au travers de cette abondante jurisprudence est celle de savoir si *lorsque le mineur qui accomplit un acte dommageable engage-t-il la responsabilité de ses parents ou sa propre responsabilité ?* Nous avons déjà la réponse à cette question car nous savons que l'enfant est dans l'incapacité de répondre de ses actes c'est pourquoi c'est parents le font pour lui.

Et c'est la nature de cette obligation de répondre des actes dommageables d'autrui qui va plus particulièrement nous intéresser, nous nous pencherons alors sur la distinction qui pourrait être faite entre *une responsabilité des parents envers leur enfant ou une obligation de garantie ?*

Une nuance est certainement à faire.

Suite à de tumultueuses évolutions en matière de responsabilité des parents une solution avait été suggérée, la responsabilité des parents devait alors être une garantie, fondée sur l'idée de solidarité familiale. Et c'est cette responsabilité des parents se confondant quelque peu avec une idée de garantie, qui va nous intriguer.

Nous y verrons une responsabilité pour autrui et indirecte, soit des parents responsables du fait de leurs enfants mineurs, sans discernement et insolvable (I), puis nous constaterons que les parents sont aussi des garants des actes dommageables de leurs enfants, mineurs, sans discernement et insolvable (II)

### **I. Une responsabilité pour autrui et indirecte : les parents responsables du fait de leurs enfants mineurs, sans discernement et insolvable**

#### ***A. La responsabilité des parents une responsabilité de plein droit***

L'article 1384 du code civil dispose : « *On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde* ». Et c'est ici une bonne illustration du rôle des parents, les parents doivent répondre du fait de leurs enfants, c'est une responsabilité pour autrui qui est alors consacrée.

Cependant il existe cinq conditions à remplir afin que la responsabilité pour autrui soit engagée, les premières sont imposées par la nature des choses, la dernière par une politique législative : des parents, un fait dommageable, un mineur, une autorité parentale et une communauté d'habitation, sont requis, développons- les :

Il faut tout d'abord des parents, que leur enfant ait commis un fait dommageable, qu'il soit fautif ou non, que cet enfant soit responsable et qu'il s'agisse d'un mineur non émancipé, même sans discernement, on l'appellera alors infans, de plus l'enfant doit être soumis à l'autorité parentale, les parents ont un droit de surveillance sur leur enfant, une responsabilité de plein droit en découle ainsi, enfin une condition de cohabitation est exigée, de sorte que la responsabilité des parents qui ont la garde de l'enfant au moment où ce dernier commet un fait dommageable puisse être engagée, un défaut de vigilance pouvant leur être reproché.

Voici toutes les conditions nécessaires pour engager la responsabilité des parents du fait de leur enfant, sur le fondement d'une responsabilité pour autrui. Lorsque toutes ces conditions sont réunies c'est alors une responsabilité des parents du fait du dommage causé par leur enfant qui est engagée sauf preuve du contraire.

Les parents sont solidairement tenus pour responsables, dès lors qu'ils ont la garde en commun de l'enfant ainsi que l'autorité commune. Une responsabilité qui cependant peut être renversée en démontrant « qu'il n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité » article 1384 al 7.

C'est notamment l'**arrêt Bertrand du 19 février 1997**, montrant que les parents sont responsables de plein droit sauf s'ils démontrent un cas de force majeure ou la faute de la victime.

Après des jurisprudences bien controversées, une responsabilité de plein droit des parents est admise, les parents sont toujours tenus à la réparation des faits dommageables de leurs enfants sauf dans les deux hypothèses précédemment vues où ils peuvent s'exonérer de cette responsabilité. Sinon les parents seront toujours sollicités pour les fautes de leurs enfants, mineurs sous leur garde et autorité. C'est alors leurs pouvoirs de surveillance et/ou de contrôle qui auraient fait défaut de sorte qu'ils doivent en subir les conséquences, et réparer. C'est de ce fait une responsabilité objective des parents qui a été consacrée, on ne tient plus compte de l'acte de l'enfant en lui-même (fautif ou non), ce qui importe c'est que ce fait ait causé un préjudice qu'une tierce personne demande à en être réparée et que cela soit effectif. De plus le rechercher si l'enfant au moment des faits était ou non doté d'un discernement, avait-il conscience des conséquences de ses actes ? Est quelque chose à laquelle les juges ne s'attachent plus, c'est ce que nous allons voir.

### ***B. Vers un souci d'indemnisation quasi systématique des victimes, une responsabilité détachée au moins pour partie de la faute.***

Il semblerait que la responsabilité des parents du fait de leurs enfants s'apparente quelque peu à une responsabilité du gardien sur sa chose. L'enfant n'étant pas une chose, mais les parents étant soumis à un régime semblable, à celui qu'on les gardiens sur leur chose. Les parents sont les gardiens de leurs enfants qui eux sont les gardés, ils doivent s'assurer de leurs bons comportements en leur fournissant une bonne éducation, et en cas de déviances, les parents sont tenus pour responsables du « risque » qu'ils ont introduit dans la société, et doivent en supporter les conséquences.

Ces conséquences sont notamment principalement financières. L'enfant étant insolvable, à ses parents d'indemniser les victimes des actes maladroits ou fautifs de leurs progénitures, notamment ceux sur lesquels ils ont un pouvoir de contrôle, de surveillance et d'éducation. La responsabilité sans faute des parents est admise, on parle alors d'une responsabilité objective, la faute traditionnelle étant celle qui suppose une conscience, ici peut importe l'existence ou l'absence de conscience, on ne recherche plus si l'enfant était ou non doué de discernement depuis les **arrêts Lemaire du 9 mai 1984 et Derguini**. Les infans sont désormais responsables, mais cependant la réparation incombe à leurs parents, ceux-ci ne pouvant répondre de leurs actes irréfléchis. C'est alors une responsabilité indirecte des parents qui apparaît, ils doivent se soumettre à l'indemnisation de victime avec lesquelles ils n'ont même pas eus de contacts.

La responsabilité des parents du fait de leur enfant mineurs serait alors fondée sur une idée de garantie, en raison d'une solidarité du groupe familial et de l'autorité dont les parents jouissent sur leurs enfants, ils interviennent dans l'intérêt de la victime pour garantir l'indemnisation d'un dommage dont l'auteur direct n'est pas en mesure de réparer seul, c'est ce que nous allons développer dans la seconde partie.

## **II. Les parents garants des actes dommageables de leurs enfants mineurs, sans discernement et insolvable**

### ***A. Des parents garants des actes irréfléchis de leurs enfants, notamment une garantie financière***

Selon les termes du juriste Toullier les parents constituent, la garantie d'un « cautionnement légal et forcé ». Ce sont ces paroles que nous allons illustrer en montrant que les détenteurs de l'autorité parentale, par leur rôle de parents et nous le verrons de garants par la même occasion. Assurer le bon comportement de leurs enfants et en outre en assumer les conséquences dès lors que le comportement de celui-ci a causé un dommage à autrui c'est ce à quoi sont tenus les parents et ceci notamment par le biais d'une compensation financière, une réparation qu'ils vont devoir remplir.

On pourrait alors parler de garantie plutôt que de responsabilité, les parents sont responsables des actes physiques de leurs enfants, mais cependant se porte garants « financiers », donc plutôt d'une façon matérielle des actes dommageables de ces derniers sur lesquels ils ont autorité.

Les parents comme nous l'avons vu, gardiens de leurs enfants, sitôt que cette garde a déviée, ou à fait défaut, doivent supporter les risques. En étant parents et en exerçant des pouvoirs de direction de contrôle et d'éducation sur ce gardé, ils garantissent d'en supporter les risques, dont d'en assurer les réparations. L'article 371-1 du code civil illustre quelque peu cette idée de garantie, en disposant : « *Il appartient aux père et mère jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant de le protéger dans sa sécurité, sa santé, et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement dans le respect dû à sa personne* ».

Les parents sont principalement des garants financiers, d'enfants ne pouvant pas répondre indemnitaires de leurs actes. Là où l'enfant insolvable, ne pourrait pas intervenir, notamment au moment de la réparation de ses victimes, les parents prennent le relais ils se sont engagés à intervenir. Et c'est pourquoi ils se protègent par le biais d'une assurance qui va les soutenir financièrement face aux éventuelles réparations auxquelles ils pourraient se retrouver contraints sans le vouloir.

La jurisprudence **Levert du 10 mai 2001**, semblerait consacrer ceci en dégageant de la responsabilité des parents du fait de leurs enfants mineurs : une responsabilité du fait d'autrui, ainsi qu'une garantie d'indemnisation des dommages.

Les parents sont alors bien les garants de l'indemnisation des dommages causés par leurs enfants, ceux-ci étant les mieux placés pour s'assurer contre les conséquences dommageables de l'activité de leurs enfants.

### ***B. La satisfaction d'un fait causal, une obligation de garantie et des indemnisations effectives.***

Force est de constater que responsabilité et garantie des parents du fait de leurs enfants sont quelques peu confondues, de la responsabilité des parents découle une obligation de garantie, ils seraient alors les garants des comportements ayant causés des dommages à des tierces personnes, ils en sont alors de ce fait comme nous l'avons vu tenus à réparation.

C'est ce que l'**arrêt Fullenwarth du 9 mai 1984**, rappelle l'article 1384 alinéa 4 exigeant seulement que le mineur « ait commis un acte qui soit la cause directe du dommage invoqué par la victime ». L'enfant ou le fait de l'enfant comme cause directe du dommage invoqué par la victime, suffit, la cour de cassation se suffit d'un simple fait causal.

La responsabilité des parents n'est pas subordonnée à une faute de l'enfant au contraire, il n'est pas nécessaire que le fait à l'origine du dommage soit de nature à engager sa responsabilité, la cour de cassation se satisfait implicitement d'un fait qui est la cause directe du dommage.

De ce fait la responsabilité pour autrui peut être engagée sur le fondement d'un simple fait causal, mais une responsabilité dans une optique de réparation et donc de garantie.

Cela s'avère être un avantage n'étant plus obligé de qualifier le comportement de l'enfant de sorte à le rendre quasi systématiquement fautif, ou même de choisir un modèle de comportement comme celui du « bon père de famille » s'avérant trop sévère parce qu'inadapté.

Les chances d'indemnisations des victimes s'en trouvent alors élargies.

On peut alors conclure de ce raisonnement que le responsable est un sujet auquel une action avec ses conséquences peuvent lui être imputées, quelqu'un qui n'a rien fait, peut tout de même être responsable, mais c'est parce que celui-ci avait garanti le respect de certaines obligations, c'est alors ce qui se passe avec les parents. Certes ils ne garantissent pas le respect par leurs enfants de toutes les obligations, mais néanmoins garantissent la réparation de ce non respect cause de dommage. Responsabilité et garantie irait de paire pour le cas des parents.